

## ***Sorterritik sorterrira, lepoan hartu eta segi aurrera*** **Contribution du Collectif d'Exilés et Exilées Politiques Basques**

### Introduction

-Le collectif des réfugiés est divers et ample. Au cours des siècles, nombreux ont été les Basques qui ont dû s'enfuir du Pays Basque pour des motifs politiques, contraints par les assauts de la répression. Le processus spécifique de transition du régime franquiste n'a pas, en son temps, reconnu les droits des nations, il n'a donc pas comblé les volontés démocratiques de nombreux citoyens basques et n'a pas, non plus, apporté une authentique restructuration de la logique répressive des niches de pouvoir de l'Etat espagnol. Suite à quoi, de 1977 à nos jours, les Basques qui ont pris le chemin de l'exil se sont comptés par centaines, alors qu'ils rejoignaient ceux qui s'y trouvaient depuis le temps du franquisme et que ceux qui ont manifesté leur solidarité à tous ces Basques ont vu leur liberté de mouvement se réduire.

-Pendant ces 50 dernières années, les réfugiés avons subi toutes sortes de mesures de rétorsion. Depuis que la stratégie de la répression s'est internationalisée, les agressions contre nous se sont étendues à divers pays. Actuellement, nous sommes le collectif qui se déploie dans presque tous les continents, dans de nombreux Etats, avec des situations juridiques variées. Nous pourrions dire que la question des réfugiés est devenue une question internationale.

-Les réfugiés basques avons participé et participons à la résolution du conflit. Nous avons impulsé et adhéré aux diverses initiatives politiques menées en sa faveur. De même, au long de ces décennies, nous avons pris des mesures pour assurer le respect de nos droits humains et pour mener une vie digne. Dans ce sens, nous avons reçu la généreuse solidarité offerte par de nombreuses personnes et agents sociaux internationaux. C'est tout cela qui fait de nous un collectif.

-Voilà pourquoi nous souhaitons faire une contribution pour impulser le processus en cours, en offrant une solution démocratique au conflit dont souffre le Pays Basque, afin que, désormais, aucun citoyen ou citoyenne basque n'ait à prendre la fuite pour des raisons politiques. La majorité du Pays Basque et de nombreux acteurs sociaux de niveau international ont déclaré haut et fort qu'il faut donner une réponse démocratique à la question de la nature du conflit et de ses conséquences. Une dynamique innovante qui aille dans ce sens est en cours de structuration et nous nous sommes engagés à en devenir des agents actifs.

-Le temps est venu où tous les citoyens basques affectés par la répression puissent revenir au Pays Basque, retourner chez eux. Et nous tenons à faire entendre que nous sommes prêts à réaliser les pas à notre portée.

## **Le temps est venu d'aménager la voie de la résolution et du retour chez eux des réfugiés**

-Ces dernières années des avancées ont eu lieu et des décisions importantes ont été prises pour la résolution du conflit politique armé. Entre autres, la décision de renoncer définitivement à l'utilisation de la lutte armée de la part d'ETA. Cette décision a forcément déplacé la question de la nature armée du conflit sur d'autres paramètres. A notre avis, dans cette nouvelle situation, il est nécessaire de revisiter les mesures d'exception adoptées ou utilisées contre nous au cours de ces dernières décennies. Pour lever ces mesures ou les corriger, des accords politiques multilatéraux s'avèrent nécessaires.

Dans cette direction:

-Nous demandons que les procédures judiciaires fondées sur des déclarations dérivant de la torture, ainsi que les ordres de détention, mandats d'arrêt européens et extraditions qui s'ensuivent soient abandonnés. Nous soulignons en outre que, au niveau international, il est reconnu que la torture est utilisée dans l'Etat espagnol dans les poursuites liées à la question basque.

-Nous demandons que les procédures judiciaires qui devraient être archivées ou prescrites selon les normes de la législation ordinaire et qui demeurent en vigueur en application de la législation d'exception soient abandonnées.

-Nous demandons que les procédures judiciaires ouvertes contre l'exercice du droit à la liberté de penser, de s'exprimer et de se réunir, ainsi que les détentions, mandat d'arrêt européens et extraditions qui s'ensuivent soient abandonnées.

-La liberté de mouvement devrait être garantie pour les citoyens basques bannis et confinés dans divers pays du monde, pour en finir avec ces situations.

La situation des citoyens et citoyennes basques réduits à prendre la fuite pour des raisons politiques au cours de ces 50 dernières années est très variée. Certains bénéficient de l'octroi de la nationalité des pays récepteurs, d'autres du statut de réfugié politique qui leur a été reconnu.

Mais la majorité d'entre nous n'a aucune reconnaissance politique. Certains d'entre nous sommes des déplacés dans notre propre pays, Euskal Herria et beaucoup d'autres sommes bannis, assignés à résidence ou soumis à la clandestinité dans le vaste monde. Ce long cheminement a mené un grand nombre d'entre nous à une situation grave de précarité et d'insécurité. Les réfugiés sommes des citoyens basques, les sujets d'un conflit reconnu au niveau international et il revient à la société basque et aux décideurs politiques de prendre les mesures pour assurer notre dignité et nos droits fondamentaux.

Entre autres:

-En se penchant sur la liste des malades graves et en ouvrant les voies vers les prises en charge nécessaires.

-En prenant les mesures pour assurer la dignité des exilés qui se trouvent dans des situations de marginalisation.

-En aidant tous les réfugiés à rentrer chez eux

Nous voulons faire noter que ces situations iront en empirant dans la mesure où beaucoup de réfugiés basques ont franchi le cap des 60 ans.

-La résolution du conflit supporté par le Pays Basque et celle de l'affrontement ne peut venir que du processus qui offrira une solution aux racines de leurs raisons politiques et à leurs corollaires. C'est ce que la majorité basque a fait entendre. Nous pensons que le récit des situations vitales des différents collectifs qui ont ou qui avons subi des assauts et de leurs règlements sociaux est importante dans la voie de la solution des conséquences du conflit. Car c'est à la fois une condition et une base sur lesquelles nous souhaitons construire la nouvelle société démocratique de façon participative.

-En tant que réfugiés, nous avons vécu de près les actions qui ont emmené les disparitions, les blessures et les morts. Derrière elles se cachent les coups de main des Etats espagnol et français. Autant les réfugiés que leurs familles et que le Pays Basque dans son ensemble ont le droit de savoir la vérité sur ces évènements.

-Dans la même ligne et dans la mesure où nous considérons que cela fait partie du patrimoine de notre peuple, ce qui a été vécu au cours de ces années, ainsi que les raisons de nos choix politiques, devrait être partagé avec l'ensemble de la société. C'est le souhait que nous tenons à formuler.

C'est le temps des solutions, le temps de voir l'avenir du Pays Basque avec confiance et d'espérer que plus jamais, personne n'aura à s'enfuir de son pays. Nous sommes en train de construire un pays libre, composé de femmes et d'hommes libres.

Le Collectif des Exilé(e)s Politiques Basques

À Biarritz, le 15 juin 2013